

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 18 novembre 2019

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	56	19

N° de la séance : 10

Objet de la délibération : DGA / CV -
Syndicat Intercommunal des Communes
Alimentées par les canaux de la Siagne et
du Loup SICASIL - Modification
substitution

<input checked="" type="checkbox"/> Original <input type="checkbox"/> Expédition certifiée conforme à l'original Pour le Président, Le Directeur Général des Services Stéphane PINTRE
--

N° Enregistrement : CC.2019.176

Date de la convocation :

Le 12/11/2019

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **28 NOV. 2019**

de la réception s/Préfecture
en date du **-2 DEC. 2019**

Pour le Président,
La Responsable de Service



Corinne SAINTE

L'an deux mil dix-neuf et le 18 novembre à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de novembre, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Marguerite BLAZY, Dominique TRABAUD, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, René TRASTOUR, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Henri GANNARD, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Patrick DULBECCO, Jacques GENTE, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Colette ZALMA, Marie BENASSAYAG, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Cléa PUGNAIRE, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Albert CALAMUSO, Marina LONVIS, Afrim KACA, Audouin RAMBAUD, Marc DAUNIS, Simone TORRES-FORET DODELIN, Jean-Pierre DERMIT, Michel VIANO, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Martine BONNEAU, Michel BERTRAND, Martine SAVALLI, Abderrazak SALOUH, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Valérie TIERAN-GNONI, Laurent COLLIN, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Déborah MINEI, Khéra BADAOU

PROCURATIONS :

Lionnel LUCA à Marie BENASSAYAG, Christophe ETORE à Martine BONNEAU, Joseph VALETTE à René TRASTOUR, André-Luc SEITHER à Jacques GENTE, Patrick CHAGNEAU à Guilaine DEBRAS, Anne-Marie DUMONT à Nathalie DEPETRIS

ABSENTS :

Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Roger CRESP, Gilbert TAULANE, Richard THIERY, Claude BERENGER, Claudine MAURY, Yves DAHAN, Béatrice VIGNOLO, Barbara LANCE, Matthieu GILLI, Marine VALLEE, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Patrice COLOMB-PONTOIRE, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Monsieur LEONETTI,

La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite loi « NOTRe », a modifié l'article L.5216-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) relatif aux compétences obligatoires des communautés d'agglomération pour y intégrer la compétence « eau potable » à compter du 1^{er} janvier 2020.

A cette date, la C.A.S.A. se verra donc transférer cette compétence de plein droit par ses vingt-quatre (24) communes membres.

A ce titre, par délibération n°CC.2019.032 en date du 1^{er} avril 2019, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. s'est prononcé favorablement à ce transfert. Cette délibération a été transmise aux conseils municipaux des communes membres afin qu'ils se prononcent également à leur tour.

Conformément aux dispositions de l'article L.5216-7 IV C.G.C.T., à compter du 1^{er} janvier 2020, la C.A.S.A. sera substituée de plein droit à ses communes membres au sein des syndicats exerçant une compétence en matière d'eau potable et regroupant des communes appartenant à plusieurs établissements publics de coopération intercommunale.

En application de l'article L.5711-3 du C.G.C.T., la C.A.S.A. disposera d'un nombre de délégués égal à celui dont disposaient ses communes membres avant le transfert de la compétence « eau potable ».

Dans ces conditions, il appartient au Conseil Communautaire de la C.A.S.A., pour chacun des syndicats concernés, de délibérer pour prendre acte de la mise en œuvre de ce mécanisme de représentation-substitution au 1^{er} janvier 2020 et pour désigner les délégués élus qui représenteront la C.A.S.A. au sein des comités syndicaux.

Le Syndicat Intercommunal des Canaux de la Siagne et du Loup (ci-après le S.I.C.A.S.I.L.) est compétent au titre de la compétence obligatoire « eau potable » en matière de production, transport, stockage, distribution d'eau potable et de fourniture et achat d'eau en gros et au titre de la compétence optionnelle en matière de défense extérieure contre l'incendie D.E.C.I. ». La commune reste membre du S.I.C.A.S.I.L pour cette compétence optionnelle.

Le Syndicat Intercommunal des Canaux de la Siagne et du Loup (ci-après le S.I.C.A.S.I.L.) est notamment compétent en matière de production, transport, stockage, distribution d'eau potable et de fourniture et achat d'eau en gros.

Le S.I.C.A.S.I.L. est actuellement composé de la commune de VALLAURIS, membre de la C.A.S.A., qui dispose au total de 3 délégués titulaires et de 3 délégués suppléants siégeant au sein du Comité Syndical. Il est également composé de communes membres de la Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins et de communes membres de la Communauté d'Agglomération Pays de Grasse.

A compter du 1^{er} janvier 2020, la C.A.S.A. se substituera à la commune précitée et deviendra membre du S.I.C.A.S.I.L.

Dans ces conditions, il appartient au Conseil Communautaire de désigner 3 délégués titulaires et 2 délégués suppléants appelés à siéger au sein du Comité Syndical du S.I.C.A.S.I.L.

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République dite loi « NOTRe » ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire n°CC.2019.032 en date du 1^{er} avril 2019 relative à la prise de compétence « eau potable » au 1^{er} janvier 2020 ;

Vu les statuts du S.I.C.A.S.I.L. et notamment leur article 9 ;

Considérant que 66-II-1°-c de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite NOTRe prévoit que les communautés d'agglomération exerceront à titre obligatoire la compétence « eau potable » à compter du 1^{er} janvier 2020 ;

Considérant que l'article L.5216-7 IV du C.G.C.T. dispose qu'à compter du 1^{er} janvier 2020, les communautés d'agglomération se substitueront à leurs communes membres au sein des syndicats exerçant une compétence en matière d'eau potable et regroupant des communes appartenant à plusieurs établissements publics de coopération intercommunale ;

Considérant que l'article L.5711-3 du C.G.C.T. dispose que, dans cette hypothèse, la communauté d'agglomération nouvellement membre du syndicat dispose d'un nombre de délégués égal à celui dont disposaient ses communes membres ;

Considérant que le S.I.C.A.S.I.L. est notamment compétent en matière de production, transport, stockage, distribution d'eau potable et de fourniture et achat d'eau en gros ;

Considérant que la C.A.S.A. se substituera de plein droit à la commune de VALLAURIS au sein du S.I.C.A.S.I.L. au 1^{er} janvier 2020 ;

Considérant que le Conseil Communautaire doit prendre acte du fait que la C.A.S.A. sera membre du S.I.C.A.S.I.L. à compter du 1^{er} janvier 2020 en application du mécanisme de représentation-substitution précité ;

Considérant que le Conseil Communautaire doit désigner 3 délégués titulaires et 2 délégués suppléants ;

Considérant les candidatures suivantes :

	Candidats titulaires	Candidats suppléants
1	Monsieur Philippe AIELLO	Monsieur Frédéric MERCURIO
2	Madame Evelyne FISCH	Monsieur Dominique PRONESTI
3	Monsieur Henri GANNARD	

Monsieur le Président demande si, conformément à la loi du 13 août 2004 (Art. 142, I) relative aux libertés et aux responsabilités locales, le conseil accepte un vote à main levée.

Le conseil accepte à l'unanimité.

Il est proposé au Conseil Communautaire de :

- prendre acte du fait que la C.A.S.A. se substituera à la commune de VALLAURIS au sein du S.I.C.A.S.I.L. à compter du 1^{er} janvier 2020 ;
- désigner les délégués suivants pour représenter la C.A.S.A. au sein du Comité Syndical du S.I.C.A.S.I.L. à compter du 1^{er} janvier 2020 :

	Candidats titulaires	Candidats suppléants
1	Monsieur Philippe AIELLO	Monsieur Frédéric MERCURIO
2	Madame Evelyne FISCH	Monsieur Dominique PRONESTI
3	Monsieur Henri GANNARD	

- d'autoriser Monsieur le Président de la C.A.S.A. à signer tous les actes afférents à l'exécution de la présente délibération.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :


- de prendre acte du fait que la C.A.S.A. se substituera à la commune de VALLAURIS au sein du S.I.C.A.S.I.L. à compter du 1^{er} janvier 2020 ;
- de désigner les délégués suivants pour représenter la C.A.S.A. au sein du Comité Syndical du S.I.C.A.S.I.L. à compter du 1^{er} janvier 2020 :

	Candidats titulaires	Candidats suppléants
1	Monsieur Philippe AIELLO	Monsieur Frédéric MERCURIO
2	Madame Evelyne FISCH	Monsieur Dominique PRONESTI
3	Monsieur Henri GANNARD	

- d'autoriser Monsieur le Président de la C.A.S.A. à signer tous les actes afférents à l'exécution de la présente délibération.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 18 novembre 2019
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

RAPPORT 10 – SICASIL

Liste des propositions

	Commune	Candidats titulaires	Candidats suppléants
1	VALLAURIS	Monsieur Philippe AIELLO	Monsieur Frédéric MERCURIO
2	VALLAURIS	Madame Evelyne FISCH	Monsieur Dominique PRONESTI
3	VALLAURIS	Monsieur Henri GANNARD	



Action		Info	
JNA	<input checked="" type="checkbox"/>	PT	<input checked="" type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>	LE	<input checked="" type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>	PR	<input checked="" type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>

Préfecture des Alpes-Maritimes
Direction des Relations
avec les Collectivités Locales
Bureau des Affaires Juridiques
et de la Légalité

MM
LE

Affaire suivie par : Mlle Valérie DANIEL
☎ 04.93.72.29.29
✉ valerie.daniel@alpes-maritimes.gouv.fr

lettre R.A.R.



PRÉFET DES ALPES-MARITIMES

Nice, le 09 NOV. 2012

Le Préfet des Alpes-Maritimes

à

Monsieur le Président
du Syndicat intercommunal des
communes alimentées par les canaux
de la Siagne et du Loup
28, boulevard du Midi
06150 Cannes-la-Bocca

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous adresser sous ce pli mon arrêté du 31 octobre 2012, portant modification des statuts du syndicat intercommunal des communes alimentées par les canaux de la Siagne et du Loup, « SICASIL ».

Cet arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Je vous saurais gré de bien vouloir procéder à l'affichage de cet acte au siège de votre établissement et d'en communiquer la teneur à chacun de vos membres.

Je vous en souhaite bonne réception et vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Pour le Préfet,
Le Directeur des Relations
avec les Collectivités Locales
DRCL-C 306z

Pierre-Jean BLAZY



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES ALPES-MARITIMES

Sous-préfecture de Grasse

Grasse, le 31 OCT. 2012

Direction des Relations avec les
Collectivités Locales
Bureau des Affaires Juridiques
et de la Légalité
Section Intercommunalité
Affaire suivie par : V. Daniel
☎ 04.93.72.29.29
✉ valerie.daniel@alpes-maritimes.gouv.fr

**ARRÊTÉ PORTANT MODIFICATION DES STATUTS DU
SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES COMMUNES ALIMENTÉES
PAR LES CANAUX DE LA SIAGNE ET DU LOUP
(SICASIL)**

Le Préfet des Alpes-Maritimes,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-17 et L. 2225-1 à L. 2225-3 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale ;

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral portant création du SICASIL du 13 février 1991 ;

VU la délibération du comité syndical du SICASIL, en date du 16 mars 2012, reçue le 10 avril 2012, approuvant la modification de ses statuts, relative à l'ajout de la compétence « défense extérieure contre l'incendie » pour les communes d'Auribeau-sur-Siagne, Cannes, Mougins, Pégomas, La Roquette-sur-Siagne, Théoule-sur-Mer et Vallauris ;

VU les délibérations concordantes des conseils municipaux des communes de :

- Auribeau-sur-Siagne, en date du 10 mai 2012, reçue le 24 mai 2012,
 - Cannes, en date du 25 juin 2012, reçue le 3 juillet 2012,
 - Mougins, en date du 26 juillet 2012, reçue le 30 juillet 2012,
 - Théoule-sur-Mer, en date du 15 mai 2012, reçue le 22 mai 2012,
- approuvant les nouveaux statuts du SICASIL ;

VU les délibérations réputées favorables des communes de Pégomas, La Roquette-sur-Siagne et Vallauris ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 Septembre 2012 donnant délégation de signature à Dominique Claire Mallemanche, sous préfète de l'arrondissement de Grasse

SUR PROPOSITION de Madame la Sous-Préfète de l'arrondissement de Grasse ;

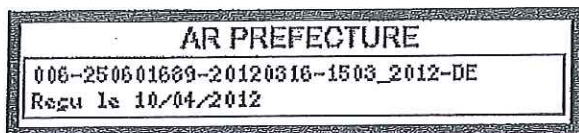
ARRÊTE

Article 1er : Le SICASIL exerce la compétence dite « défense extérieure contre l'incendie » en lieu et place des communes suivantes : Auribeau-sur-Siagne, Cannes, Mougins, Pégomas, La Roquette-sur-Siagne, Théoule-sur-Mer et Vallauris ;

Article 2 : Les statuts sont modifiés en conséquence et joints en annexe au présent arrêté.

Article 3 : Le Secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes, la Sous-Préfète de Grasse, le Directeur départemental des finances publiques, le Président du SICASIL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui leur sera notifié et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Alpes-Maritimes.

LA SOUS-PREFETE
SAE D 38-1
Par délégation
[Signature]
Dominique-Claire MALLEMANCHE



République Française
Liberté – Egalité – Fraternité

Département des Alpes-Maritimes

**SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES COMMUNES ALIMENTÉES
PAR LES CANAUX DE LA SIAGNE ET DU LOUP**

STATUTS DU SICASIL

Annexe 1

à la délibération n° 15/03-2012 du 16/03/2012

Le présent document comporte 8 feuillets numérotés de 1 à 8

7

SOMMAIRE

PREAMBULE

Article 1 ^{er}	- Dénomination (inchangé)
Article 2	- Forme (modifié)
Article 3	- Durée (inchangé)
Article 4	- Siège (inchangé)
Article 5	- Périmètre du syndicat, communes membres (inchangé)
Article 6	- Modification du périmètre du syndicat (inchangé)
Article 7	- Compétence obligatoire (modifié)
Article 8	- Ventes et achats d'eau en gros (supprimé)
Article 8	- Compétence optionnelle (rajouté)
Article 9	- Représentation des communes, composition du comité syndical, voix délibératives (modifié)
Article 10	- Composition du bureau (modifié)
Article 11	- Procédure de transfert de la compétence optionnelle « Défense extérieure contre l'incendie » (rajouté)
Article 12	- Fonctionnement du comité et du bureau syndical (inchangé)
Article 13	- Budgets du syndicat (modifié)
Article 14	- Participation des communes aux dépenses du syndicat (modifié)
Article 15	- Ressources du syndicat (modifié)
Article 16	- Moyens et patrimoine (modifié)
Article 17	- Personnel (modifié)
Article 18	- Receveur du syndicat (inchangé)

PREAMBULE

Le syndicat a été créé le 13 février 1991 par arrêté préfectoral.

Les statuts ont ensuite été modifiés par les arrêtés préfectoraux des 26 mai 1992, 7 mai 1993 et 15 février 2006.

Les articles y afférant sont intégralement repris dans la présente rédaction et la mention « inchangé » figure sur ceux qui n'ont pas été modifiés

Article 1^{er} - Dénomination (inchangé)

Le syndicat est désigné sous le nom de « Syndicat intercommunal des communes alimentées par les canaux de la Siagne et du Loup », dénommé SICASIL.

Article 2 – Forme (modifié)

Le syndicat qui avait été créé sous la forme d'un SIVU (syndicat intercommunal à vocation unique), prend la forme d'un SIVOM (syndicat intercommunal à vocation multiple) à la carte (loi 88-13 du 5 janvier 1988).

Article 3 - Durée (inchangé)

Le syndicat est constitué pour une durée illimitée.

Article 4 – Siège (inchangé)

Le siège du syndicat est fixé en ses locaux sis, 28 boulevard du Midi, 06150 Cannes la Bocca.

Article 5 - Périmètre du syndicat, communes membres (inchangé)

Le périmètre du syndicat couvre le territoire des huit communes membres dont la liste suit :

- AURIBEAU SUR SIAGNE ;
- CANNES ;
- LE CANNET ;
- MOUGINS ;
- PEGOMAS ;
- LA ROQUETTE SUR SIAGNE ;
- THEOULE SUR MER ;
- VALLAURIS.

Article 6 – Modification du périmètre du syndicat (inchangé)

La procédure d'extension du périmètre du syndicat est celle définie par l'article L.5211-18 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La procédure de retrait d'une commune membre du syndicat est celle définie par l'article L.5211-19 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 7 - Compétence obligatoire (modifié)

Le syndicat exerce en lieu et place des communes membres la compétence « eau » qui a pour objet :

- la production d'eau : établissement des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinés à la consommation humaine (dans les conditions prévues à l'article L.1321-2 du code de la santé publique), prélèvement de l'eau par captage ou pompage, traitement de l'eau ;
- le transport et stockage de l'eau potable vers des réservoirs ;
- la distribution de l'eau potable au moyen d'un réseau de canalisations jusqu'au branchement et aux compteurs des usagers ;
- la fourniture d'eau en gros à des communes non membres du syndicat y compris en dehors du département des Alpes-Maritimes et à la condition qu'elle soit formalisée par une convention expresse ;
- l'achat d'eau en gros, y compris hors du département des Alpes Maritimes ;
- la réalisation des études et des ouvrages nécessaires à ce service ;
- la passation des marchés de travaux et des contrats de gestion déléguée se rapportant aux dits objets ;
- d'une manière générale toutes missions nécessaires à l'exercice de la compétence eau potable ;
- ainsi que la production d'énergies renouvelables installée sur les patrimoines foncier et technique mis à disposition du syndicat et voués au service public de l'eau potable.

Il est précisé que dans le cadre de ses compétences, le syndicat peut être amené, notamment pour des raisons techniques, à desservir directement en eau potable des portions de territoire de communes non adhérentes.

Article 8 - Compétence optionnelle (rajouté)

Les communes membres peuvent opter librement, conformément aux dispositions décrites à l'article 11 des présents statuts, pour le transfert au syndicat de la compétence optionnelle « défense extérieure contre l'incendie » ou DECI qui a pour objet, au sens des articles L2225-1 à L2225-3 du code général des collectivités territoriales, d'assurer, en fonction des besoins résultants des risques à prendre en compte, l'alimentation en eau des moyens des services d'incendie et de secours par l'intermédiaire de points d'eau identifiés à cette fin.

Les missions qui sont dévolues au syndicat dans le cadre de l'exercice de cette compétence optionnelle sont les suivantes :

- création, aménagement et gestion des points d'eau nécessaires à l'alimentation en eau des moyens des services d'incendie et de secours ;
- approvisionnement en eau de ces points d'eau ;
- et d'une manière générale toutes missions nécessaires à l'exercice de la compétence DECI, hormis l'exercice du pouvoir de police spéciale qui reste du ressort de chaque commune.

4

Article 9 - Représentation des communes, composition du comité syndical, voix délibératives (modifié)

La représentation des communes au syndicat est établie en fonction des conditions d'exercice des compétences qui lui sont octroyées :

- en ce qui concerne la compétence « eau potable », toutes les communes membres du syndicat sont représentées de facto ;
- en ce qui concerne la compétence optionnelle DECI, seules les communes ayant décidé son transfert sont représentées.

Il s'agit des communes d'Auribeau sur Siagne, Cannes, Mougins, Pégomas, La Roquette sur Siagne, Théoule sur Mer et Vallauris.

Le comité syndical est composé de délégués titulaires et de délégués suppléants élus par les conseils municipaux des communes associées.

En outre, des voix délibératives sont attribuées pour chacune des compétences (en application de l'article L. 5212-16-3 du CGCT) :

- une (1) voix délibérative par délégué pour la compétence obligatoire ;
- une (1) voix délibérative par délégué de chaque commune ayant décidé le transfert de la compétence DECI au profit du syndicat.

La liste des délégués titulaires, des délégués suppléants et des voix délibératives est établie comme suit :

Communes	Délégués titulaires	Délégués suppléants	Voix délibératives eau potable	Voix délibératives DECI
AURIBEAU SUR SIAGNE	1	1	1	1
CANNES	9	2	9	9
LE CANNET	4	2	4	
MOUGINS	2	1	2	2
PEGOMAS	1	1	1	1
LA ROQUETTE SUR SIAGNE	1	1	1	1
THEOULE SUR MER	1	1	1	1
VALLAURIS	3	2	3	3
TOTAL	22	11	22	18

Le fonctionnement du comité est régi par l'article L. 5212-16 relatif aux syndicats à la carte.

Chaque délégué pourra bénéficier d'un pouvoir, étant entendu qu'un délégué ne pourra disposer que d'un pouvoir au cours du vote d'une même affaire.

Conformément aux dispositions de l'article L. 5212-16-3 du CGCT des commissions chargées de préparer et d'étudier les décisions du comité syndical peuvent être formées pour l'exercice de une ou plusieurs compétences.

Article 10 - Composition du bureau (modifié)

Le bureau est composé d'un Président, de quatre Vice-présidents, d'un Secrétaire, d'un Trésorier et de deux autres membres.

Article 11 - Procédure de transfert de la compétence optionnelle « Défense extérieure contre l'incendie » (rajouté)

La procédure de transfert par une commune membre de la compétence optionnelle DECI est celle définie par l'article L.5211-17 du CGCT.

La procédure de reprise par une commune membre de la compétence optionnelle DECI est celle définie par l'article L.5211-19 du CGCT.

Article 12 - Fonctionnement du comité et du bureau syndical (Inchangé)

Le règlement intérieur du syndicat adopté par la délibération n° 08/11-2001 du 30 novembre 2001, régit l'organisation, la tenue et le suivi des réunions du comité et du bureau.

Article 13 - Budgets du syndicat (modifié)

Le SICASIL est doté de plusieurs budgets :

- un budget principal voué à l'eau potable - nomenclature comptable M49- ;
- un budget annexe dédié à la production d'énergies renouvelables - nomenclature comptable M41- ;
- un budget annexe voué à la défense extérieure contre l'incendie - nomenclature comptable M14-.

Les dépenses courantes de fonctionnement (personnel, locaux, utilisation des matériels) sont prorataées entre les 3 budgets.

Article 14 - Participation des communes aux dépenses du syndicat (modifié)

Il n'est pas prévu de contribution des communes associées aux dépenses du syndicat pour le budget principal M49 et le budget M41 « production d'énergies renouvelables ».

S'agissant du budget annexe M14 dédié à la DECI, chaque commune ayant transféré la compétence contribuera annuellement aux dépenses du syndicat, à hauteur :

- du prorata mentionné à l'article 13 alinéa 2, ce prorata étant ensuite réparti entre les communes sur la base du ratio « hydrants de la commune » / « parc total d'hydrants » ;
- des frais d'entretien et d'amortissement du parc d'hydrants installé sur son territoire ;
- des coûts d'investissement afférents à la mise aux normes ou à la création d'hydrants sur son territoire.

L'ensemble de ces contributions communales constitue comptablement une dépense obligatoire de fonctionnement (article 6554 « contributions aux organismes extérieurs »).

Article 15 - Ressources du syndicat (modifié)

Pour le budget « eau » :

Les ressources du syndicat sont constituées principalement des par :

- les redevances syndicales à la charge de l'utilisateur (personne physique ou morale, administration, collectivité, etc...), et des collectivités acheteuses d'eau en gros ;
- les redevances des délégataires ;
- les subventions ;
- les emprunts.

Le mode de calcul et le montant des redevances sont fixés par le comité syndical.

Pour le budget « production d'énergies renouvelables »

Les ressources du syndicat sont constituées principalement par :

- les recettes provenant de la vente des produits ;
- Les redevances ;
- les subventions ;
- les emprunts.

Pour le budget « DECI » :

Les recettes sont constituées par les contributions communales.

Le syndicat pourra souscrire des emprunts et percevoir des subventions.

En outre et d'une manière générale pour les trois budgets, le syndicat peut

encaisser les produits des services offerts, recevoir des dons et legs et percevoir le revenu de ses biens, meubles et immeubles qu'ils soient mis à sa disposition ou transférés en pleine propriété.

Article 16 - Moyens et patrimoine (modifié)

Les moyens et le patrimoine du syndicat sont constitués selon les règles définies par les articles L.1321-1 à L. 1321-5 du CGCT.

Les biens et les ouvrages des services de l'eau concernés par un transfert de compétence au syndicat et dont les communes seraient propriétaires, sont soit mis à disposition, soit remis en pleine propriété au syndicat.

Le syndicat peut construire et acquérir des biens, au besoin par voie d'expropriation ou de préemption.

Article 17 – Personnel (modifié)

Le syndicat peut recruter son propre personnel.

L'affectation du personnel se fera conformément aux dispositions de l'article L. 5211-4-1 du CGCT.

Article 18 - Receveur du syndicat (inchangé)

Le Receveur du syndicat est le receveur municipal de la commune de Cannes.

000

4

**SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES COMMUNES ALIMENTÉES
PAR LES CANAUX DE LA SIAGNE ET DU LOUP
(SICASIL)**

STATUTS

**VUS POUR ETRE ANNEXES
A MON ARRETE EN DATE DU**

31 OCT. 2002

LA SOUS-PREFETE

SAE D 38-1



Dominique-Claire MALLEMANCHE

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 18/11/2019
Numéro : CC_2019_176
Nature : DE - Deliberations
Objet : Syndicat Intercommunal des Communes Alimentées par les canaux de la Siagne et du Loup SICASIL - Modification substitution
Matière : 5.3 - Designation de représentants
Interlocuteur
Nom : CHALIER Vanessa

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : Do2hKN5

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 02/12/2019
Identifiant : 006-240600585-20191118-CC_2019_176-DE

Acte reçu

Date : 18/11/2019
Numéro interne : CC_2019_176
Code nature : 1
Code matière 1 : 5
Code matière 2 : 3
Objet : Syndicat Intercommunal des Communes Alimentées par les canaux de la Siagne et du Loup SICASIL - Modification substitution
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20191118-CC_2019_176-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 3
99_SE-006-240600585-20191118-CC_2019_176-DE-1-1_2.PDF
99_SE-006-240600585-20191118-CC_2019_176-DE-1-1_3.PDF
99_SE-006-240600585-20191118-CC_2019_176-DE-1-1_4.PDF

N